

COMMUNIQUE DE PRESSE

Nantes, le 29 mai 2017

Elections législatives 2017 : la CCI, la CPME 44 et le MEDEF 44 interpellent les candidats

10 propositions essentielles ont été adressées aux candidats élections législatives parmi 31 propositions sélectionnées pour contribuer au développement économique et à la création d'emploi dans les territoires de Loire-Atlantique.

Une démarche participative pour interpeller les candidats aux législatives

200 chefs d'entreprise de Loire-Atlantique, répartis en 10 groupes de travail, ont développé 100 propositions puis en ont retenu **31 propositions.**

804 chefs d'entreprises ont été consultés pour retenir **10 propositions essentielles**

Le top 10 des propositions en faveur de l'économie et de l'emploi

Parmi les 31 propositions les 804 dirigeants d'entreprises participants au panel ont sélectionné les 10 propositions qui leur semblaient prioritaires :

1. Réduire les charges sociales pesant sur les salariés pour favoriser le pouvoir d'achat.
2. Favoriser l'entrepreneuriat en alignant le régime chômage pour les travailleurs non-salariés, les salariés et les mandataires sociaux.
3. Transformer le CICE en réduction permanente de charges en tenant compte des incidences sur l'impôt sur les sociétés.
4. Supprimer le contrat professionnel au profit du contrat d'apprentissage et simplifier le dispositif : un seul contrat, une seule règle et sans limite d'âge pour y accéder.
5. Supprimer la fiscalité sur les résultats des entreprises réinvestis dans l'augmentation de capital.
6. Encourager par des mesures incitatives (réduction d'impôt et déduction des pertes en capital) l'investissement en capital dans les entreprises.
7. Simplifier la réforme de la pénibilité pour la rendre applicable pour les PME.
8. Doubler les seuils sociaux dans les entreprises pour les porter à 20, 40 et 100 pour libérer l'emploi.
9. Mettre en place un stage obligatoire annuel d'une semaine dans les PME pour l'ensemble des parlementaires.
10. Accompagner le développement des infrastructures (NDDL, franchissement de la Loire, LGV, GPM NSN ...) pour dynamiser l'attractivité du territoire.

Les 3 propositions les moins plébiscitées par les dirigeants :

- Exonérer de TVA les matières premières recyclées.
- Rendre confidentiels vis-à-vis des tiers, hormis les autorités judiciaires, les comptes des entreprises déposés au greffe du Tribunal de Commerce, et ce, sur simple demande de l'entreprise.

- Intégrer dans l'assiette de détermination du crédit impôt recherche l'ensemble des frais de prospection à l'international pour la première année de prospection sur un nouveau pays/marché.

Pour Yann Trichard, « *On peut retenir que les chefs d'entreprises sont soucieux de développer leur entreprise afin de créer de l'emploi. Le salarié est au cœur des préoccupations des chefs d'entreprises, ainsi que les questions liées à l'apprentissage. On retient également que les chefs d'entreprises ne veulent ni de niches fiscales, ni de crédits d'impôts, mais souhaitent être transparents sur leurs comptes et augmenter le pouvoir d'achat de leurs collaborateurs.* »

Les chefs d'entreprise sont force de propositions pour mieux agir sur leur environnement

Les futurs député-e-s prendront des décisions au niveau du Parlement qui auront un impact important sur les conditions du développement économique au sein des différents territoires de notre département. Parce que la CCI est porte-parole des 53 000 entreprises de Loire-Atlantique, elle s'est mobilisée, en lien avec le Medef et la CPME, pour interpeller les candidats aux législatives et les sensibiliser sur les problématiques du développement économique en Loire-Atlantique. Aides aux entreprises, aménagement commercial, infrastructures, formation, foncier économique, innovation... sur tous ces sujets, il convient de faire entendre la voix des entreprises.

Les candidats ont reçu **31 propositions** qui convergent vers un seul objectif : **favoriser le développement économique et donc la création d'emplois dans nos territoires**. Elles émanent d'un travail de plusieurs semaines au sein des 10 commissions de travail de la CCI, ainsi qu'au sein des instances des organisations professionnelles.

Le fruit de ce travail a été soumis par mail à un panel d'entrepreneurs représentatif de la diversité du tissu économique de la Loire-Atlantique. Ce sont **plus de 800 dirigeants d'entreprises qui ont participé à la sélection de ces propositions**. Cette initiative a d'ailleurs été saluée par les dirigeants interrogés, satisfaits de pouvoir s'exprimer sur des sujets qui les touchent directement.

Ces propositions ne résument pas l'ensemble des initiatives à prendre dans le champ de l'entreprise, **mais il s'agit de propositions formulées par des chefs d'entreprises locaux. Ce qui leur confère un caractère concret, pragmatique et opérationnel**.

« A travers cette démarche, nous avons pour ambition de contribuer positivement à la réussite de notre pays pour qu'il puisse relever les nombreux défis qui l'attendent, au premier rang desquels figure le chômage de masse. »
signifie Yann Trichard, Président de la CCI Nantes St-Nazaire.

Comment ces propositions ont été recueillies et formulées ?

Les **10 commissions de travail** de la CCI Nantes St-Nazaire ont été chargées de formuler des propositions d'actions chacune dans leur domaine : Création & accompagnement des entreprises / Environnement et énergie / Enseignement supérieur, formation et apprentissage / Aménagement du territoire & équipements gérés / Industrie & Services, RSE, TRIA / Commerce & tourisme / Nouveaux modèles économiques-Innovation-Digital / Développement à l'international. Au total c'est plus d'une trentaine d'actions prioritaires qui ont été formulées !

A noter que **les commissions qui ont planché sur le sujet réunissent des chefs d'entreprises** élus à la CCI Nantes St-Nazaire. Le Medef 44 et la CPME 44 ont été pleinement associés à la démarche. Ainsi les 31 propositions sont l'expression d'entrepreneurs réellement concernés par les problématiques économiques et décidés à faire bouger les choses.